



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP) RAPPORT DESCRIPTIF FINAL DU PROGRAMME¹

PERIODE DU RAPPORT: JUIN 2011 - AVRIL 2013 (RAPPORT FINAL)

<p>Titre du Programme et Référence du Projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre du Programme: “Bio économie Intégrée pour l’amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations rurales du Sud-Kivu” • Réf. du Programme: 00079552 • Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF:³ 00079268 	<p>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques²</p> <p><i>Pays/Localité</i> : République démocratique du Congo (RDC), Sud-Kivu</p> <p><i>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques</i> : Relèvement communautaire et Environnement</p>
<p>Organisation(s) Participante(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme 	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires nationaux : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural • ONG Bio-Economy Africa (BEA).
<p>Budget du Programme/Projet (US\$)</p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet:</p> <p>Contribution du Fonds⁴</p> <ul style="list-style-type: none"> • \$770,400 <p>Contribution de(s) agence(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> • PNUD : \$250,000 (financement parallèle) <p>Contribution du Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> • USD \$250,000 en nature <p>TOTAL: \$1.270.400</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale (<i>mois</i>) : 15 mois</p> <p>Date de démarrage : 29.06.2011</p> <p>Date de clôture originale : 14.09.2012</p> <p>Date de clôture actuelle : 14.11.2012</p> <p>Est-ce que l(es) agence (s) a/ont fermé opérationnellement le programme dans son (leurs) système? Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p>Date prévue de clôture financière⁵: Mai 2013</p>
<p>Évaluation du Programme</p> <p>Évaluation Complétée (l’Evaluation est en cours)</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: <i>avril 2013</i></p> <p>Rapport d’Évaluation – Attaché</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non X Date: <i>dd.mm.yyyy</i></p>	<p>Soumis par:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Nom: Charles Wasikama ○ Titre: Conseiller au Programme, Environnement ○ Organisation Participante (“Lead Agency”): PNUD ○ Adresse e-mail: charles.wasikama@undp.org

¹ Le terme “programme” est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² *Résultats Stratégiques*, tels que formulés dans le Plan Prioritaire, le document de projet ou le PMP (Cadre Global des Résultats Stratégiques du FCP);

³ Le numéro de référence du projet est le même que celui indiqué sur le message de notification, aussi appelé “Project ID” sur la fiche technique du projet sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

⁴ La contribution du Fonds (MPTF ou Programme Conjoint) correspond à la quantité transférée aux Organisations Participantes des Nations Unies, qui est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

⁵ La clôture financière exige le retour des soldes non dépensés et la soumission de l’état financier final certifié ainsi que le rapport. ([Certified Final Financial Statement and Report](#)).

RÉSUMÉ

L'objectif du projet était de promouvoir le système bio-économie intégrée (BEI), qui s'inscrit dans une dynamique de prise en charge des préoccupations liées à (1) la sécurité alimentaire ; (2) l'environnement et le changement climatique ; et (3) la création d'emplois ; (4) la relance des activités agricoles et des économies locales ; et (5) la pacification des communautés. Par la démonstration et la formation, l'initiative véhicule des concepts de fermes-écoles et des pratiques destinées à améliorer des conditions de vie à la base, avec (i) l'apprentissage ; (ii) le développement de technologies durables pour l'énergie et l'eau ; (iii) le développement et la promotion de système biologique de production alimentaire, de fertilisation des sols et de protection de l'écologie ; (iv) le renforcement des capacités des populations dans la mise en œuvre de système intégré et diversifié pour améliorer leurs conditions de vie.

Mis en œuvre par l'ONG éthiopienne Bio-Economy Africa (BEA), le projet a été intégré dans un processus qui était déjà en opération avec d'autres financements et qui couvraient Kinshasa, Bas-Congo et Sud-Kivu. Le cofinancement des fonds du STAREC (PBF) a couvert essentiellement la composante concernant le Sud-Kivu.

Les activités financées sur les fonds PBF ont ciblé des sites pilotes érigés à Budali, Kamanyola, Mugogo, Walungu et Mushweshwe ; ce dernier abritant le principal site de démonstration du Sud-Kivu. Le projet devait y partager des connaissances innovantes devant mener à de meilleures pratiques agropastorales, où le bio-digesteur jouerait un rôle important, en recyclant divers déchets organiques, pour obtenir un fertilisant pouvant accroître les rendements agricoles et du biogaz destiné à l'éclairage et la cuisson des aliments.

Une dynamique devait être enclenchée au sein des communautés sur le partage de bonnes pratiques de développement durable, prenant appui sur des paysans modèles organisés en comités de 50, comprenant au moins 40% de femmes. Ainsi, l'ONG a commencé par former les paysans modèles à de nouvelles connaissances et technologies agropastorales. Ensuite, chacun de ces derniers devaient partager la formation acquise avec une dizaine d'autres paysans, et ainsi de suite (dynamique de formation en cascade).

Le niveau d'atteinte des résultats du projet au Sud-Kivu est très partiel. Après le mois de juin 2012, le projet a connu une perte d'élan incompréhensible, occasionnant un rythme assez faible de ses appuis aux sites. Des périodes creuses en termes d'appui de BEA se sont succédées, où les communautés bénéficiaires ont dû prendre en main elles-mêmes certaines activités pour assurer la continuité du projet. C'est une manifestation de l'effectivité d'un début de transfert de connaissances aux riverains des sites. Des répliques des pratiques BEI sont observées à Walungu dans des champs des paysans aux abords du site BEI. C'est surtout à Kamanyola, où une autonomie d'opération progressive du site BEI a été notée.

En outre, le partage autour de l'initiative BEI en RDC entre le PNUD, le PAM, l'UNICEF et la FAO est l'origine d'un projet de « cantine scolaire » établissant un lien entre production agricole au niveau scolaire, sécurité alimentaire et scolarisation des enfants. Cette initiative devrait permettre de développer plusieurs partenariats impliquant également le Ministère de l'Education ayant déjà manifesté son intérêt à cet effet.

Au-delà des résultats ci-dessus mentionnés, le projet a connu plusieurs difficultés dont un ancrage institutionnel inadéquat, avec notamment une faible implication des services techniques du Ministère de l'agriculture.

I. Objectifs

Le volet Sud-Kivu de l'initiative bio-économie intégrée (BEI) en RDC s'est déroulé dans le cadre du Programme de stabilisation du Gouvernement Congolais (STAREC) et de la stratégie des Nations Unies pour l'appui à la stabilisation et à la sécurisation des retournés, ciblant les femmes, les jeunes et autres groupes vulnérables. Ce projet est complémentaire aux autres activités de l'initiative BEI conduites à Kinshasa et au Bas-Congo, financées sur un prêt du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) à la RDC. Le financement du STAREC visait à adapter l'approche BEI au contexte post conflit et aux circonstances spécifiques au Sud-Kivu en contribuant à la consolidation de la paix par l'amélioration de la sécurité alimentaire, des conditions et de la qualité de vie des catégories vulnérables, et l'augmentation des revenus des populations, notamment les retournés et les communautés d'accueil.

Le projet était structuré autour de cinq composantes : (1) la création et l'équipement d'un centre de démonstration et de formation centrées sur les concepts du système BEI ; (2) la création des modèles d'application de la BEI au niveau des exploitations villageoises ; (3) des études de marché, ainsi que des diagnostics socio-économiques des communautés cibles ; (4) la capitalisation et l'échange du savoir-faire, des connaissances et des expérimentations des services techniques, ONG et scientifiques œuvrant pour le développement agricole et rural et de l'innovation au Sud-Kivu; (5) l'application par les communautés rurales des technologies agricoles et d'élevage promues par le système BEI dans leur environnement, à travers la formation, des kits de démarrage, et la réplication des modules de gestion et de production, le développement des activités génératrices de revenus (AGR) et la gestion des écosystèmes ; l'accompagnement technique et administratif du projet.

L'approche utilisée a mis en synergie le capital social, le capital économique et le capital écologique pour améliorer les conditions de vie des populations cibles, en intégrant les questions de paix et réconciliation, de genre, d'environnement et de santé comme transversales.

Le projet a transféré des connaissances à un noyau de paysans modèles chargés de les transmettre à leur tour à d'autres membres de leurs communautés. Le paquet de connaissances transmis comprenait la construction et l'utilisation du biodigesteur, l'usage des réchauds à biogaz et des lampes à biogaz, et l'apprentissage d'élevage en stabulation, l'apiculture, l'aviculture, la diversification de techniques agricoles (cultures verticales, en sac, en pneus, etc.) adaptées au milieu, la gestion de l'eau (irrigation goutte à goutte, etc.), l'amélioration du rendement grâce au digestat, etc. L'appui de l'initiative BEI devait contribuer à créer des emplois dans des domaines tels que la construction de bio-digesteur, la collecte/tri de déchets, la génération de chaînes de valeur incluant les biofertilisants, les produits agricoles et d'élevage, la transformation et la commercialisation sur les marchés locaux.

II. Évaluation des résultats du Programme

i) Rapport descriptif des résultats:

Effets réalisés (outcomes):

Grâce aux interventions du projet au sud Kivu, un noyau de 15 paysans modèles par sites pilotes (Budali, Kamanyola, Mugogo, Mushweshwe, Walungu) possède aujourd'hui des connaissances et capacités de base en techniques culturales (utilisation efficiente de terres, même marginales, avec divers types de jardinage : en sac, vertical, en pneus, etc.) et d'élevage, le recyclage des déchets organiques pour produire le biogaz (énergie) et le digestat pour amender le sol, transféré par le projet. C'est une étape essentielle pour impulser une dynamique communautaire de formation en cascade dont la finalité est l'amélioration des conditions de vie des catégories vulnérables, la protection de l'environnement et l'augmentation de revenus des populations rurales et urbaines avec le développement des capacités, le partage des connaissances et le

transfert de technologies appropriées inspirées des principes et pratiques du système de la bio-économie intégrée.

Résultats / Produits (outputs):

Les principaux produits du projet consistent en la maîtrise de l'utilisation du biodigesteur (recyclage de déchets organiques : production de biogaz et de fertilisant agricole), l'acquisition de pratiques culturelles améliorées et d'élevage compatibles avec le développement durable.

Un biodigesteur a été construit dans chaque site ; le Centre de Mushweshwe en étant doté de la plus grande capacité : Un biodigesteur de 152 m³ est construit. En plus, deux biodigesteurs de 32 m³ sont construits dans des parcelles familiale de deux paysans vivant près du Centre en vue d'une dynamique socio-économique et environnementale bâtie sur le partage, avec d'autres ménages des techniques BEI. 8 vaches et un bœuf étaient en stabulation a la fin du projet (novembre 2012), dans une étable en brique (de dimension 25x10 m²) construite sur le site.

Le projet a promu dans les sites pilotes l'élevage en stabulation mixte. Contrairement aux pratiques traditionnelles d'élevage en pâturage, ce type d'élevage favorise l'engraissement et une meilleure santé des bêtes (qui se fatiguent moins), réduit la fréquence des conflits entre agriculteurs et éleveurs ainsi que la perte de la couverture du sol occasionnée par le surpâturage protégeant ainsi le sol contre les érosions.

Tout comme à Mushweshwe, les autres sites (Kamanyola, Walungu, Mugogo et Budali) ont été dotés chacun d'une dizaine de têtes de bovin et d'un bio-digesteur de 32 m³ en état de fonctionner. Des cuisines de démonstration de 6x5 m² y ont été construites, sauf à Mushweshwe.

En général, les sites n'ont pas pu atteindre un niveau d'activités pouvant assurer une alimentation continue des bio-digesteurs en déchets organiques en quantité suffisante pour produire assez de biogaz nécessaire a la cuisson des aliments et l'éclairage. Il était attendu que la dynamique communautaire se développent autoourdees sites, pour que les éleveurs / les ménages participent à l'alimentation journalière des biodigesteurs en déchets organiques, afin de produire assez de biogaz utilisable par les ménages dans la cuisine communautaire au niveau de chaque site. Faute d'alimentation en déchets, certains des bio-digesteurs sont aujourd'hui inactifs. Et, ceux qui sont actifs ne produisent que peu de gaz, car faiblement alimentés en déchets.

Au sujet des pratiques agricoles, l'amélioration de rendements agricoles par bio-fertilisation a été démontrée dans les 5 sites ; ensuite, 10 installations de "jardinage en pneu" et 165 de "jardinage en sac" ont été aménagées pour servir de démonstration. Ces démonstrations ont concerné tant des cultures vivrières que quelques cultures pérennes. Ainsi, a été démontrée sur des plates-bandes l'amélioration des rendements pour des cultures comme: amarantes, céleris, patates douces, piment, poireaux, choux, salades, aubergines, carottes, chou-fleur, etc. De plus, pour assurer l'alimentation du bétail en stabulation, la production des cultures fourragères a été promue dont la culture de : Tripsacum, Penissetum, Leucaena, Setaria, etc. Pour ce qui est des cultures agroforestières des démonstrations ont porté sur le papayer, le goyavier, le palmier à huile, l'Eucalyptus, le Grevillea, le Podocarpus, le Maesopsis, etc. plantes utiles pour nourrir bétail et lutter contre la déforestation. Des germoirs ont été réalisés pour la multiplication des (semences, pépinières).

- **Veillez décrire tout retard dans la mise en œuvre, les défis, les leçons apprises et les meilleures pratiques:**

Alors que le projet devait prendre fin en septembre 2012, une prorogation sans coût du projet jusqu'en novembre 2012 a été approuvée par STAREC/PBF sur demande de la Ministre provinciale de l'Agriculture du Sud Kivu. Le but était de consolider les aspects relatifs à la formation d'un noyau de paysans modèles maîtrisant l'esprit et la pratique de l'initiative BEI, jugée capitale pour la pérennisation des acquis. Ce noyau devait déclencher une dynamique communautaire par la formation en cascade.

La mise en œuvre du projet au Sud-Kivu a connu des perturbations attribuables à un problème d'ordonnancement financier et opérationnel. Dans le document original du projet, l'essentiel du budget (soit les deux tiers) était alloué à des dépenses de fonctionnement du projet initialement destiné à la formation et démonstration des techniques BEI, plus qu'à la réalisation des ouvrages. Le site principal visé au départ était celui de Mushweshwe. Mais, avec l'intérêt manifeste des politiques pour cette initiative, le nombre de sites s'est accru dans l'idée de couvrir une bonne partie du territoire. D'autres sites ont donc été ajoutés (à Walungu, Mugogo, Budali, Kamanyola). Ceci s'est traduit par une augmentation du volume d'ouvrages à réaliser, modifiant ainsi la structure du budget initial. Ainsi, vu l'engagement politique fort des autorités, l'initiative a été gérée sous une influence politique vers laquelle l'opération de BEA s'est plus penchée qu'au suivi rigoureux des accords de départ. Cette attitude de BEA se justifiait par l'idée que des fonds additionnels allaient suivre pour s'adapter à l'évolution des visées des autorités. Ainsi, la gestion n'a pas respecté le principe d'avoir des comptes spécifiques aux différentes sources de financement. Ce qui se solde sur une confusion en termes de correspondance entre activités à réaliser et fonds y associés.

A la date de clôture du projet, plusieurs éléments du système BEI sont restés inachevés au niveau des sites, comme les cuisines (portes, fenêtres, tuyauteries, éclairage à base de biogaz) et les poulaillers. A l'arrêt des appuis du projet, s'est révélé une prise en main par les communautés de certaines activités au niveau des sites. C'est une marque d'intérêt et d'appropriation de l'initiative BEI par les populations bénéficiaires. C'est surtout le cas à Kamanyola, Walungu et Mugogo.

Contrairement aux anticipations, la formation en cascade dans les zones des sites du projet n'a pas pu être effective. De même, l'équipement du site de Mushweshwe en cuisine et infrastructures de purification de gaz, comme au site du domaine présidentiel de la N'Sélé, n'a pas pu se concrétiser faute de moyens financiers complémentaires.

- **Appréciation qualitative:**

En dépit des limites relevées, le projet a jeté les bases du transfert aux communautés cibles de nouvelles techniques pouvant améliorer les pratiques agricoles et l'accès à l'énergie propre. Mais, la dynamique de transfert en cascade des connaissances visée n'a pas pu être déclenchée ; les comités des 50 paysans modèles de chaque site, moteur espéré de la dynamique de la formation en cascade, n'ayant pas bénéficié de toute la formation prévue. Autour de moins 200 paysans modèles de 5 communautés (Budali, Kamanyola, Mugogo, Mushweshwe, Walungu,) ont commencé à se familiariser avec diverses techniques et concepts du système bio-économie intégré suscitant un grand intérêt de la population manifesté par la réplification de ces techniques au niveau communautaire.

Apprécier les contributions du projet aux indicateurs respectifs du Plan Prioritaire.

L'initiative BEI a transféré des techniques et pratiques (connaissances) du système Bio – Economie – Intégré, dont l'exploitation est susceptible d'améliorer l'éventail des possibilités de création d'emplois, d'activités génératrices de revenu. Elle jeté des bases d'un concept partiellement maîtrisé plus d'une centaine de paysans modèles, sur lesquels il est possible de s'appuyer pour les vulgariser au niveau des communautaires du Sud-Kivu. Au centre de ces connaissances : l'usage du bio-digesteur pour produire de l'énergie et du fertilisant agricole à base de déchets organiques (excrétas animaux et déchets végétaux).

Faire ressortir des partenariats clés et expliquer comment ces relations ont eu un impact sur l'atteinte des résultats.

Le projet a mobilisé la participation du gouvernorat du Sud-Kivu qui a mis à disposition des tracteurs (4 tracteurs pour couvrir l'ensemble des cinq sites), de la FAO qui a fourni des semences, et du PNUD qui y a apportée un appui technique et financier. L'appui technique s'est fait à travers l'ONG éthiopienne BEA.

Veillez expliquer les questions transversales que vous considérez pertinentes pour les résultats présentés.

La question de l'autonomisation de la femme y a été intégrée. En effet, les technologies promues par l'initiative BEI devaient alléger la pénibilité des travaux des femmes, avec l'accès à une énergie alternative pour la cuisson et l'éclairage, ainsi que l'amélioration des rendements agricoles pour améliorer la sécurité alimentaire. La constitution des comités de 50 paysans modèles a tenu compte du genre, avec une participation des hommes et des femmes distribuée de manière raisonnable : au moins 30% des membres des comités étaient des femmes. L'innovation de le recyclage des déchets : faire des déchets organiques une source de création d'emplois et de revenu, de sécurisation alimentaire, de production d'une énergie alternative pour la cuisson (réduisant le recours à l'énergie-bois) et l'éclairage, ainsi que d'un un fertilisant organique pour amender le sol ; le tout étant compatible avec le concept d'agriculture durable.

Enfin décrire les Effets catalytiques en termes de processus ou de mobilisation de fonds supplémentaires?

L'initiative BEI a suscité beaucoup d'intérêts auprès des partenaires au développement. Elle a inspiré des idées de projet, mettant au centre le recyclage des déchets organiques pour produire une énergie alternative (biogaz) qui peut servir à la cuisson des aliments et à l'éclairage notamment. L'une des idées de projet a visé la stimulation de la fréquentation scolaire des enfants à l'âge de l'école primaire par la mise à leur disposition de repas cuisinés sur base de l'énergie du biogaz généré par recyclage des excréta des élèves à l'aide d'un bio-digesteur. Le digestat pouvait servir à produire des légumes au niveau des champs scolaires. Il s'agit du projet « Homegrown School Feeding », projet de cantine scolaire dans les écoles avoisinant les sites de l'initiative BEI au Sud-Kivu ; ce projet est inachevé.

ii) Évaluation axé sur les Indicateurs de Performance

Sur la base du **Cadre de Résultats du Document de Projet / PTA** des détails sont donnés sur la réalisation des produits dans le tableau ci-dessous.

	Indicateurs atteints (Cumul sur la période de financement)	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification
Effets réalisés 1⁶			
Résultat / Produit 1.1 Le centre de formation et de démonstration est fonctionnel et des modèles concrets du Système Bio-économie Intégrée (SBI) sont installés au niveau des exploitations paysannes	Le centre de Mushweshwe équipé d'étable, de bio-digester et de lieu de partage. il y Manque de cuisine et d'équipement de purification de gaz produit par le bio-digester. Le centre de démonstration est fonctionnel et une dizaine de démonstrations y a été réalisé à l'attention des communautés sur les variétés de pratiques culturales, dont celles sur des plates-bandes, la pratique d'élevage en stabulation. Démonstration de recyclage des excréta de bovin et de production de biogaz par bio-digester.	Au lieu de se concentrer sur le site principal initialement prévu par le projet, le site de Mushweshwe, le projet avait multiplié le nombre de sites, sous l'influence des décideurs politiques, sans mobilisation d'appui financier complémentaire. Ainsi, le nombre d'infrastructures à mettre en place s'est multiplié, ainsi que le volume d'inputs à y installer pour les rendre fictionnels. Le site est miné par des conflits inter communautés, alimentés par les deux établissements d'enseignement hôtes du site : l'ITAV et l'ISEAV.	Rapports de visites de terrain
Le projet : - dispose d'une base de données et d'un système GIS sur les communautés et les bénéficiaires ciblés, - a une connaissance de fonctionnement des marchés et - a établi des accords avec le secteur privé. Un système de suivi est établi et fonctionnel	Existence de données collectées à la suite d'un diagnostic villageois. Le partenariat public privé n'a pas pu se concrétiser	Le partenariat public privé a fait l'objet d'une consultation confiée a un bureau d'études pour l'ensemble du processus BEI. Cependant, le déséquilibre connu par le projet dans la conduite de ses activités, avec le retrait du financement de certains partenaires n'a pas permis l'aboutissement de ladite consultation.	Rapports de visites de terrain
Résultats / Produit 1.3 Un système de partages des connaissances avec les acteurs clés au Sud-Kivu (services, scientifiques, ONG, secteur privé) est mise en place et est opérationnel	Des installations pour une radio communautaire sont mises en place, rattachées à la direction provinciale de l'Agriculture au Sud-Kivu. La radio est restée non fonctionnelle malgré l'existence des installations.	La contrepartie nationale (prise en charge de l'équipe d'animation de la radio) attendue pour faire fonctionner la radio ne s'est pas concrétisée.	Rapports de visites de terrain
Résultats / Produit 1.4 Les communautés et les paysan(ne)s appliquent les techniques BEI, augmentent leurs revenus et leurs conditions de vie sont améliorées	Faible fraction des membres des communautés ayant intériorisé les pratiques BEI. Seule une partie des paysans autour des sites se sont appropriés des pratiques véhiculées par le projet BEI	Les formations en cascade n'ont pas pu se faire. Les paysans modèles n'ayant acquis qu'un bagage limité suite à une formation sur le tas. La dynamique communautaire n'a pas été enclenchée.	Rapports de visite de terrain
Résultats / Produit 1.5 Un plan de travail est établi, exécuté et suivi en respectant les résultats attendus mentionnées ci-dessus	Environ 65% des résultats attendus du plan de travail ont été réalisés	L'amenuisement des ressources, avec des problèmes de gestion opérationnelle des activités de BEA, n'a pas permis de réaliser les résultats attendus.	Rapports de visites de terrain

⁶ Note: Les effets, résultats, les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés **tels qu'ils apparaissent sur le document du projet/Plan Prioritaire ou PMP** de sorte que vous rendrez compte de vos accomplissements cumulés par rapport aux objectifs prévus. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les résultats 2, 3, etc.

iii) Évaluation, Meilleures Pratiques et Leçons apprises

- Le suivi du projet a montré l'importance de bien faire la micro-évaluation des partenaires à qui les projets doivent être confiés. L'ONG BEA avait certes une expertise du point de vue technique, mais n'en avait pas du point de vue gestion opérationnelle des projets, particulièrement en matière de gestion financière.
- L'ordonnancement des tâches, la séparation des comptes de différents financements mis à la disposition de l'ONG BEA, les mécanismes de suivi scrupuleux adossés sur les plans de travail, etc. sont des domaines où cette ONG a démontré de nombreuses insuffisances. La gestion de fonds d'origine diverse nécessite des comptes spécifiques aux bailleurs pour éviter la confusion.
- Le comité de pilotage défini par décret ministériel pour les activités agricoles et de développement rural n'a pas fonctionné, ainsi le projet n'a pas bénéficié de la clairvoyance d'un suivi normal de la part des institutions appropriées.
- Pour le suivi des projets, il faut nécessairement une bonne coordination des parties prenantes.
- L'ancrage institutionnel doit être bien étudié dès le départ, pour une bonne implication des techniciens du secteur. Le projet a été porté plus par le cabinet du ministre et a échappé au suivi du secrétariat général. Ainsi, le projet a souffert d'un manque de vraie implication des techniciens du gouvernement. Dans le futur, les projets gagneraient à s'ancrer sur les secrétariats généraux.

iii) Une illustration narrative spécifique

- Le site de Kamanyola donne l'exemple d'une prise en main par les bénéficiaires. En effet, malgré l'arrêt des activités de BEA en novembre 2012, une visite conjointe PNUD - Gouvernement et anciens gérants des sites réalisée en avril 2013 a confirmé l'intérêt continu des membres de la communauté pour l'initiative. Par leur propre initiative, des membres du comité de 50 établis par le projet ont pu trouver un appui afin de poursuivre les activités de maintien du cheptel, de production agricole, d'utilisation du gaz produit pour cuisiner. Des sacs remplis des produits récoltés ont pu être présentés, stockés dans le bâtiment de la cuisine du site, attendant la commercialisation.

Dynamique de conflits adressés: stabiliser les populations en leur apprenant de nouvelles connaissances technologiques pour produire de l'énergie domestique et des fertilisants organiques afin d'améliorer le rendement agricole et la sécurité alimentaire. Cela peut aider les communautés à diversifier leurs sources de revenu et améliorer leur bien-être, les rendant moins enclines à participer à des conflits armés.

Interventions du projet: Constitution, dans chaque communauté, d'un noyau de 50 paysans récipiendaires initiaux d'un transfert de connaissances multiples (réduction de la divagation des animaux avec la pratique d'élevage en stabulation, moins destructeur de l'environnement et économisant l'énergie et préservant la santé animale et des éleveurs; pratiques améliorées de l'agriculture; recyclage des déchets organiques par biodigesteur; gestion des problèmes avec des solutions adaptées aux contextes/moyens locaux) pour servir de modèles. Grâce à une dynamique de formation en cascade, transmission aux membres de la communauté cible des connaissances maîtrisées. Approche: partant du comité des 50 paysans modèles, la connaissance se propage au sein de la communauté cible. Une dynamique d'apprentissage en cascade est générée. L'acquisition des connaissances améliore l'autonomie des hommes et des femmes de la communauté, avec l'amélioration des conditions de vie, réduisant leurs velléités à participer aux activités négatives (conflits).

Résultat: Malgré l'arrêt inopiné des activités de l'ONG BEA, des paysans bénéficiaires de l'initiative BEI ont poursuivi avec leurs propres moyens la garde du cheptel, l'alimentation des bio-digesteurs, espérant en une suite du projet. Démontrant en cela un certain degré d'intérêt, une sorte d'appropriation de l'initiative BEI et une foi dans la capacité de l'initiative à améliorer leurs conditions de vie.